



## LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Direction du Développement Durable  
et des Collectivités Locales  
Bureau de l'environnement

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-0159 du 22 janvier 2015  
relatif à la remise en état du site de la société ARDEA (ex Alcool Pétrole Chimie)  
29 bis, quai Adrien Agnès à Aubervilliers

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

Vu les circulaires en date du 8 février 2007 du ministre chargé de l'environnement et relatives aux sites et sols pollués et leurs annexes ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 août 1965 réglementant les activités de la société des hydrocarbures de Saint-Denis (HSD) ;

Vu la déclaration de succession du 8 août 1972 de la société Dock des Alcools ;

Vu les arrêtés préfectoraux d'autorisation du 22 août 1973 et du 26 novembre 1979 réglementant les activités de la société Dock des Alcools, modifiés par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 24 août 1989 et 3 avril 1996 ;

Vu la déclaration de succession du 10 mars 1998 de la société Alcool Pétrole Chimie ;

Vu le courrier de la société Alcool Pétrole Chimie du 2 mai 2007 notifiant la cessation totale d'activité en date du 2 août 2007 ;

Vu le courrier de déclaration de changement de dénomination de la société Alcool Pétrole Chimie en date du 14 avril 2008 précisant que la dénomination de la société exploitante devient ARDEA ;

Vu le diagnostic rédigé par ATE et daté de novembre 1997 ;

Vu le diagnostic complémentaire rédigé par ICF Environnement (Rapport INV/06/237-v1) et daté du 22 mai 2007 ;

Vu le rapport de mesures de gaz du sol, rédigé par ICF Environnement (Rapport INV/07/032-APC-v1) et daté du 23 mai 2007 ;

Vu l'étude quantitative des risques sanitaires - usage centre nautique, rédigé par ICF Environnement (Rapport INV/07/237-v1) et daté du 6 novembre 2007 ;

Vu le plan de gestion rédigé par ICF Environnement (Rapport TRA/08/014-PG-VI) et daté du 9 décembre 2008 ;

Vu l'étude quantitative des risques sanitaires - habitations voisines, rédigé par ICF Environnement (Rapport TRA/08/014-EQRS-VI) et daté du 24 janvier 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2010 prescrivant la réalisation d'une évaluation de la pollution hors site ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 31 octobre 2014 ;

Vu l'avis favorable du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 9 décembre 2014 ;

Considérant que la société ARDEA a exercé au 29 bis, quai Adrien Agnès à Aubervilliers des activités de stockage et de conditionnement de liquides inflammables ;

Considérant que la société ARDEA est le dernier exploitant de ce site au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que les études et rapports susvisés, en particulier le diagnostic complémentaire du 22 mai 2007, ont mis en évidence des impacts significatifs issus des activités de la société ARDEA sur le site, notamment en composés organohalogénés volatils (COHV), BTEX et en hydrocarbures dans les sols, l'air du sol et les eaux souterraines ;

Considérant que le plan de gestion susvisé ne prenait pas en compte la gestion des impacts hors site ;

Considérant que le plan de gestion susvisé propose la mise en œuvre de travaux de dépollution visant à rendre compatible l'état des milieux avec un usage futur de type activité (centre nautique), la réalisation d'une analyse des risques sanitaires résiduels après travaux permettant d'attester de cette compatibilité et la mise en œuvre d'une surveillance des eaux souterraines et des gaz du sol sur et autour du site ;

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis de rapport de fin de travaux permettant d'attester de la réalisation du plan de gestion ;

Considérant que l'exploitant n'a pas réalisé l'évaluation de l'impact hors site telle que prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 juillet 2010 mais transmis une évaluation quantitative du risque sanitaire pour les habitations situées en limite sud du site ;

Considérant que le site se situe en zone urbaine avec des pavillons en limite de terrain ;

Considérant que les derniers résultats de mesures de gaz du sol montrent des teneurs significatives en polluant en bordure de site (1,8 mg/m<sup>3</sup> de TCE, 3,1 mg/m<sup>3</sup> en BTEX) ;

Considérant qu'en conséquence, il y a lieu d'imposer des prescriptions particulières à la société ARDEA afin notamment de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la société ARDEA a eu connaissance des conclusions du conseil départemental de l'environnement et des risques technologiques le 15 décembre 2014 ;

En application des articles L.512-20, R.512-31 et R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : CONDITIONS GENERALES**

La société ARDEA, dont le siège social est situé au 48, route nationale, 25220 Roche-Lcz-Beaupré, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui s'appliquent au site sur lequel elle a exercé ses activités jusqu'en 2007 sur la commune d'Aubervilliers.

### **ARTICLE 2 : GESTION DU SITE POLLUE**

La société ARDEA est tenue de mettre en œuvre, à ses frais, les évaluations et remèdes rendus nécessaires par la découverte de la pollution en lien avec les anciennes activités (notamment hydrocarbures, alcools, cétone, solvant, HAP et BTEX) mise en évidence au droit du site.

Les travaux de dépollution engagés dans ce cadre ont pour objet de supprimer autant que possible ou à défaut de maîtriser les sources de pollution identifiées sur le site, ainsi que les éventuelles pollutions qui auraient migré à l'extérieur du site afin que la pollution générée par l'ancienne activité industrielle ne soit plus susceptible de remettre en cause les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, que ce soit sur site ou à l'extérieur du site.

### **ARTICLE 3 : MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION**

Les mesures de dépollution sont conformes aux dispositions décrites dans le plan de gestion ayant fait l'objet du rapport ICF Environnement TRA/08/014-PG-V1 daté du 9 décembre 2008 en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions des articles 3 et 4 du présent arrêté.

Les mesures de gestion prévues sont les suivantes :

- sur la partie nord : venting avec traitement biologique des gaz,
- sur le reste du site : venting avec traitement des gaz par oxydation catalytique et neutralisation des gaz de sortie.

Les techniques ci-dessus sont données à titre indicatif. D'autres solutions plus efficaces peuvent être envisagées.

Les travaux de dépollution doivent être réalisés de telle sorte qu'il ne résulte pas de risque sur le site et les terrains environnants en matière :

- de transfert de pollution,
- d'incendie ou d'explosion.

Il s'agira par ailleurs de limiter autant que possible les risques :

- d'émanation odorantes, gênantes, nocives ou toxiques,
- de gênes ou de nuisances pour les populations riveraines.

Les véhicules ne doivent, de plus, pas être sources de nuisances ou de dangers. En particulier, les roues doivent être nettoyées si nécessaire avant l'emprunt des voies de circulation extérieures au site.

L'ensemble des opérations est en outre supervisé par un bureau d'études compétent sur la problématique « sites et sols pollués » et indépendant de la maîtrise d'oeuvre. Un suivi des opérations est réalisé. Les écarts détectés font l'objet d'actions correctives. Le rapport de fin de travaux prévu à l'article 4 du présent arrêté en fait état.

#### **ARTICLE 4 : CONTROLE DES TRAVAUX**

A l'issue des travaux engagés au titre de l'article 3 du présent arrêté et dans un délai maximum de 1 an, la société ARDEA justifie de la bonne mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le plan de gestion visé au présent arrêté.

A cet effet, la société ARDEA transmet au préfet un rapport final de fin de travaux comprenant a minima :

- une synthèse des différentes investigations et opérations menées ainsi que les plans associés, y compris les opérations déjà menées sur le site,
- un bilan de la mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le plan de gestion (comprenant un récapitulatif des opérations de contrôle réalisées et l'ensemble des justificatifs ad hoc) intégrant un état des niveaux de dépollution effectivement atteints et la comparaison avec ceux qui étaient initialement recherchés par le plan de gestion.
- en cas d'écart avec les objectifs et dispositions du plan de gestion, l'exploitant justifie de l'acceptabilité des travaux réalisés sur la base de critère technico-économique et si nécessaire d'une analyse des risques résiduels (ARR). S'il s'avère notamment que les expositions résiduelles traduisent des risques non acceptables, le plan de gestion sera modifié pour les contenir ou les éliminer,
- une analyse des risques résiduels (ARR prédictive actualisée), si nécessaire,
- des propositions formalisées de servitudes de passage et/ou de restrictions/recommandations d'usage dans le cas de pollution résiduelle,
- une proposition de suivi des eaux souterraines, des gaz des sols et/ou de toute éventuelle mesure de gestion prise dans le cadre de la réhabilitation du site ou la justification de la non nécessité d'un tel suivi.

#### **ARTICLE 5 : EVALUATION DE L'IMPACT HORS SITE**

Dans le cadre en particulier de l'article 2 du présent arrêté, la société ARDEA doit justifier, via notamment des investigations complémentaires adaptées dans les milieux extérieurs au site (caux souterraines, gaz de sol et air intérieur...), de la compatibilité des usages environnants recensés autour du site (habitats/entrepôts/commerces) avec l'état des milieux afférents (teneurs significatives en composés organiques volatils dans les caux souterraines). Ces investigations concerneront notamment les habitations contiguës à la frontière sud du site sous réserve de l'accord des propriétaires.

Pour cela, la démarche d'interprétation de l'état des milieux définie par la circulaire du 8 février 2007 du ministère en charge de l'écologie peut être utilisée en l'adaptant aux spécificités de la situation en cause.

Les résultats de cette évaluation, accompagnés des propositions de suites à donner éventuellement nécessaires, en terme notamment d'investigations et/ou de mesures de gestion complémentaires à entreprendre sont transmis au préfet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté sera notifié au siège de la société ARDEA, 48, route Nationale à Roche-Lez-Beaupré (25220), par lettre recommandée avec avis de réception.

**ARTICLE 7 :** Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Aubervilliers et pourra y être consultée. L'arrêté sera affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. La mairie établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

L'arrêté sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation classée par le bénéficiaire de l'autorisation.

**ARTICLE 8 :** *Voies et délais de recours* (article R.514-3-1 du code précité) :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil :

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1/ Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2/ Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté.

*Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.*

**ARTICLE 9 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète de Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, le maire d'Aubervilliers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet

pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général



Hugues BESANCELOT